

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE
E/3069
12 février 1958
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Vingt-cinquième session

SITUATION DES SURVIVANTS DES CAMPS DE CONCENTRATION NAZIS

Cinquième rapport du Secrétaire général sur l'état de la question

Le Secrétaire général a l'honneur de présenter, pour l'information du Conseil économique et social, un rapport intérimaire sur les mesures qui ont été prises, depuis la publication de son dernier rapport intérimaire (E/2378, 10 mars 1953), pour donner effet à la résolution 386 (XIII) du Conseil en ce qui concerne la situation des survivants des camps de concentration qui ont été, sous le régime nazi, victimes d'expériences prétendues scientifiques.

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>
I. Rappel historique	1 - 5
II. Renseignements transmis par le Secrétaire général au Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne	6 - 7
III. Mesures prises par le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne	8 - 10

I. Rappel historique

1. Dans sa résolution 305 (XI) du 14 juillet 1950, le Conseil économique et social a pris note du rapport de la Commission de la condition de la femme (quatrième session) en ce qui concerne le sort de ceux qui ont survécu aux camps de concentration et qui, sous le régime nazi, ont été victimes d'expériences prétendues scientifiques; il a invité en outre le Secrétaire général à examiner les moyens de porter secours à la situation de telles victimes et à informer le Conseil économique et social des mesures prises.
2. Conformément à la résolution 305 (XI), le Secrétaire général a présenté un premier rapport (E/1915) qui rendait compte, notamment, du nombre, des lieux de résidence et de la situation des victimes, ainsi que de leur situation au regard de la législation allemande. Après avoir examiné ce rapport, le Conseil a adopté sa résolution 353 (XII) du 19 mars 1951, dans laquelle il a adressé un appel aux autorités allemandes compétentes pour qu'elles accordent la réparation la plus complète possible aux victimes.
3. Dans son second rapport intérimaire (E/2087), le Secrétaire général a rendu compte de la législation en vigueur dans la République fédérale d'Allemagne en matière d'indemnisation et a informé le Conseil que le Gouvernement fédéral avait décidé, le 26 juillet 1951, d'accorder, sous certaines conditions, une aide efficace à ceux des survivants des prétendues expériences scientifiques qui n'étaient pas fondés à obtenir réparation en vertu des lois relatives à l'indemnisation en vigueur dans les Laänder de la République fédérale, concernant l'indemnisation. Cette décision a la teneur suivante :

"Le Gouvernement fédéral, se trouvant en présence d'une obligation morale, est prêt aussi à accorder une aide efficace, s'il s'agit de cas particulièrement urgents, aux personnes victimes d'expériences sur des êtres humains, vivant actuellement à l'étranger, qui ont été persécutées en raison de leur race, de leur religion, de leur idéologie ou de leurs convictions politiques et qui, faute de remplir les conditions relatives à la résidence ou parce que le délai prescrit est expiré, ne peuvent faire valoir des droits à l'indemnisation en invoquant les lois relatives à l'indemnisation en vigueur dans les Laänder du territoire fédéral.

Les victimes d'expériences faites sur des êtres humains, qui ne peuvent faire valoir de droits à des réparations pour d'autres raisons ne seront pas exclues du bénéfice des secours s'il a été infligé à leur santé des atteintes durables, au mépris grossier des droits de l'homme."

/...

4. Par sa résolution 386 (XIII) du 15 septembre 1951, le Conseil s'est félicité de la décision prise par le Gouvernement fédéral allemand et a chargé le Secrétaire général : a) de transmettre au Gouvernement fédéral la documentation concernant les personnes qui déclaraient avoir été victimes de prétendues expériences scientifiques dans les camps de concentration nazis; b) de faire connaître au Gouvernement fédéral que, de l'avis du Conseil, l'examen et la certification des demandes de réparations individuelles formulées contre ce gouvernement était une question qui intéressait ce gouvernement au premier chef; et c) d'inviter le Gouvernement fédéral à lui faire connaître les mesures qu'il aurait prises au sujet des différents aspects de ce problème.

5. Les troisième (E/2259) et quatrième (E/2378) rapports intérimaires du Secrétaire général contenaient, notamment, des renseignements sur le nombre des réclamations transmises au Gouvernement fédéral par le Secrétaire général et sur les mesures prises par le Gouvernement fédéral. Au 31 janvier 1953, le Secrétaire général avait transmis au Gouvernement fédéral 468 demandes de réparations. Au 1er septembre 1952, le Gouvernement fédéral, agissant conformément à sa décision du 26 juillet 1951, avait examiné 156 cas; il avait accordé une aide à 108 réclamants, 48 demandes de réparation ayant été rejetées.

II. Renseignements transmis par le Secrétaire général au Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne

6. Comme l'y invitait le paragraphe 8 a) du dispositif de la résolution 386 (XIII) du Conseil, le Secrétaire général a continué de réunir une documentation sur les cas individuels et, depuis le 31 janvier 1953, il a transmis au Gouvernement fédéral des renseignements sur 69 réclamants. Au 1er février 1958, le Secrétaire général avait transmis au Gouvernement fédéral 537 demandes de réparation au total. En outre, le Secrétaire général a communiqué au Gouvernement fédéral des renseignements supplémentaires sur un certain nombre de réclamations précédemment transmises à ce gouvernement.

7. Il convient de noter que des réclamants ont également présenté leur requête directement au Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne.

III. Mesures prises par le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne

8. Conformément au paragraphe 8 c) du dispositif de la résolution 386 (XIII) du Conseil, le Secrétaire général a demandé au Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne de lui faire connaître les mesures qu'il avait prises pour alléger le sort des survivants des prétendues expériences scientifiques pratiquées dans les camps de concentration nazis.

9. Le 14 octobre 1953, l'observateur permanent par intérim de la République fédérale d'Allemagne auprès des Nations Unies a transmis au Secrétaire général le texte de la loi fédérale complémentaire relative à l'indemnisation des victimes des persécutions nationales-socialistes du 18 septembre 1953 (Bundesgesetzblatt, 1ère partie, No 62, du 21 septembre 1953), qui contient certaines dispositions aux termes desquelles les victimes des prétendues expériences scientifiques peuvent demander réparation. Cette loi a été modifiée depuis lors.

10. Le 23 janvier 1958, le représentant permanent par intérim de la République fédérale d'Allemagne auprès des Nations Unies a adressé au Secrétaire général la note et le rapport intérimaire ci-après :

"Comme on l'a indiqué précédemment, le fondement juridique de l'aide accordée par le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne aux survivants d'expériences scientifiques pratiquées dans les camps de concentration nazis est essentiellement constitué par deux instruments : la loi relative à l'indemnisation des victimes des persécutions nationales-socialistes et la décision du Gouvernement fédéral du 26 juillet 1951.

La loi fournit le cadre juridique général dans lequel indemnités et aide sont accordées aux victimes des persécutions nationales-socialistes. Sans mentionner expressément les survivants des expériences scientifiques, elle s'applique aussi aux personnes atteintes dans leur intégrité physique ou leur santé à la suite d'expériences scientifiques, à condition qu'elles remplissent les conditions posées par la loi et les textes qui la modifient.

La décision du Cabinet du 26 juillet 1951 doit être considérée comme une mesure complétant la législation générale en matière d'indemnisation. Elle s'applique lorsque, en raison des conditions posées par la loi, celle-ci ne fournit aucune base juridique aux réclamations des victimes d'expériences scientifiques. En pareil cas, la décision du 26 juillet 1951 permet d'accorder une aide aux victimes des expériences médicales, en vertu d'une obligation morale et sans qu'aucun droit juridique leur soit reconnu.

Comme la loi relative à l'indemnisation s'applique sans distinguer entre les diverses formes d'atteintes portées à l'intégrité physique ou à la santé, et qu'elle ne mentionne donc pas spécialement les victimes des expériences scientifiques, il est techniquement impossible de signaler, même approximativement, l'importance de l'aide et le montant des indemnités accordées à ces personnes en vertu de la législation générale.

Le ministère fédéral des finances, qui est chargé de l'exécution de la décision du Cabinet du 26 juillet 1951, a préparé - à la date du 15 novembre 1957 - un rapport intérimaire sur l'aide accordée, en vertu de cette décision, aux victimes des prétendues expériences scientifiques pratiquées dans les camps de concentration nazis. J'ai l'honneur de transmettre sous ce pli deux exemplaires de ce rapport."

"Rapport intérimaire"

En considérant les mesures prises conformément à la décision du Cabinet du 26 juillet 1951, il faut tenir compte de ce que, par cette décision le Gouvernement fédéral, sans se reconnaître aucune obligation juridique, s'est déclaré prêt, pour s'acquitter d'un devoir moral, à accorder, dans des cas spéciaux de besoin, une aide aux victimes survivantes des expériences pratiquées sur des êtres humains, lorsque les intéressés ne pouvaient faire valoir des droits à réparation en invoquant les lois applicables en la matière dans la République fédérale ou dans les Länder. Il s'ensuit que la décision du Cabinet ne permet pas de prendre en considération les atteintes à la santé qui ne peuvent être attribuées à des expériences médicales. La décision du Gouvernement fédéral visait à fournir une aide destinée à satisfaire à des besoins immédiats et non à une demande juridique.

Les décisions concernant les demandes d'aide en faveur des victimes survivantes d'expériences pratiquées sur des êtres humains sont prises, après audition des intéressés, par un comité interministériel formé de fonctionnaires supérieurs des ministères des affaires étrangères, de la justice, du travail et des finances. Le fait que des médecins chargés de fonctions importantes aux ministères du travail et de l'intérieur font partie du comité est une garantie que toutes les questions médicales qui peuvent se poser sont tranchées par des personnes compétentes.

Pour examiner les demandes d'aide, le comité interministériel se fonde principalement sur les faits qualifiés d'"expériences inadmissibles pratiquées en masse" dans le procès pénal intenté au médecin Karl Brand et à d'autres personnes qui avaient pratiqué des expériences, ainsi que dans les ouvrages publiés en Allemagne sur la question (Wissenschaft ohne Menschlichkeit et Das Diktat der Menschenverachtung par Mitscherlich-Mielke, et Der SS-Staat, par Eugen Kogon). Dans des cas particuliers, le comité a reconnu que certaines expériences non mentionnées dans le jugement du tribunal ou dans les ouvrages donnaient aussi droit à une aide car il est possible que des expériences "privées" aient aussi été faites individuellement par des médecins.

La mise en oeuvre de la décision du Cabinet a commencé au printemps de 1957 et se poursuit encore car des demandes continuent d'arriver. La première réunion du comité interministériel a eu lieu en mai 1952 et, au 9 octobre 1957, elle avait été suivie de trente-neuf autres séances. La moyenne des cas dont le comité a traité à chaque séance est de 21.

Au 15 novembre 1957, 1.537 demandes avaient été reçues et 830 réglées; dans 427 cas, une aide a été accordée et 403 demandes ont été rejetées. Environ 2,5 millions de DM ont été versés, soit une moyenne de 5.860 DM par cas. En fixant les montants alloués le comité a tenu compte des conditions d'existence dans le pays de résidence et de la situation sociale des réclamants, du genre et de la gravité de l'expérience, de la mesure dans laquelle la capacité de gain était réduite et de la possibilité, pour les intéressés, de se soigner ou d'améliorer leur état par un traitement médical ou autre. Les sommes versées ont varié entre 2.000 et 25.000 DM.

Les sommes ont été payées avec la réserve qu'elles pourraient être imputées sur toute indemnité accordée pour atteinte à l'intégrité physique et à la santé en vertu de la loi sur l'indemnisation (BEG).

Les motifs pour lesquels certaines demandes ont dû être rejetées ont été divers. Dans la plupart des cas, il a été impossible d'établir qu'il y avait eu expérience au sens de la décision du Cabinet; d'autres réclamants, ou bien n'étaient pas dans le besoin, ou bien n'avaient subi aucune atteinte dans leur santé du fait des expériences; dans de nombreux cas, les réclamants ont pu agir en invoquant la loi sur l'indemnisation (BEG) ou ont renoncé à maintenir leur demande pour d'autres raisons.

Il a été difficile d'appliquer la décision du Cabinet aux 470 demandes émanant de Yougoslavie, et 69 demandes émanant de Pologne sont encore pendantes. S'agissant des demandes venant de Yougoslavie, il reste nécessaire d'arrêter d'un commun accord les dispositions qui permettront à des médecins qualifiés de procéder aux examens voulus tandis que, dans le cas des demandes provenant de Pologne, il est impossible de vérifier les déclarations des réclamants, de faire faire les examens nécessaires par des médecins qualifiés ou de transférer les sommes qui peuvent être versées à titre d'aide."
